

## LES ITALIENS DE BELGIQUE FACE A LA GUERRE D'ESPAGNE

par

**Anne MORELLI**  
Chargée de cours à l'ULB

Les Italiens de Belgique forment, dans l'entre-deux-guerres, une communauté de 30.000 personnes, fortement politisée et divisée entre les tenants du fascisme (minoritaires mais encouragés par les diplomates italiens) et ceux de l'antifascisme souvent contraints à l'exil pour des raisons tant politiques qu'économiques.

Si la guerre d'Ethiopie déclenche l'enthousiasme des fascistes italiens résidant en Belgique, la guerre d'Espagne, elle, mobilise la colonie antifasciste en un immense mouvement de solidarité en faveur de la république assiégée. Les fascistes italiens ne recrutent pas en Belgique des volontaires pour soutenir le franquisme mais, de tous les partis antifascistes représentés en Belgique, sans exception, des volontaires partent rejoindre l'armée républicaine espagnole.

Des collectes d'argent, de vivres, de vêtements, de cigarettes, rencontrent l'appui massif des émigrés italiens.

Même si les Italiens ne sont pas à l'abri des dissensions parfois tragiques qui déchirent les Fronts populaires à cette époque, l'expérience de l'exil a cependant imprimé à la gauche italienne une plus grande unité.

Les socialistes italiens sont beaucoup moins anticommunistes que leurs homologues français et surtout belges et, finalement, la guerre d'Espagne réalise pour les Italiens — au-delà des violences entre anarchistes et communistes, entre communistes "centristes" et "oppositionnels" — l'unité tant espérée dans un combat commun.

Cette unité, à nouveau brisée par le pacte germano-soviétique, se refera ensuite dans les combats de la Résistance.

Pour les antifascistes italiens, la guerre d'Espagne n'a en effet pas le même sens que pour les autres démocrates. Les volontaires italiens qui accourent au secours de la république espagnole viennent bien sûr lutter contre le franquisme mais ils cherchent surtout une revanche — qu'ils n'imaginent qu'unitaire — sur le fascisme qui les maintient exilés, depuis plus de dix ans pour la plupart au moment du déclenchement de la rébellion nationaliste.

## A. L'INTERVENTION DES ANTIFASCISTES ITALIENS AUX CÔTÉS DES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS.

*"I profeti non sono più disarmati"* (1)

Les volontaires italiens en Espagne sont évalués, selon les différentes sources, à un nombre variant entre 3.108 (2) et 5.500 (3).

Ils proviennent dans leur énorme majorité de l'émigration, surtout de France et de Belgique. *Ne giunsero però anche da altre parti del mondo, fin dalle Americhe (4) e nonostante le difficoltà di espatrio, molti clandestinamente dall'Italia (5).*

En se rendant en Espagne pour "défendre la liberté", la plupart de ces Italiens — même s'ils sont d'origine modeste — se sentent les héritiers d'une tradition historique dont la geste est popularisée en Italie de manière très vivace, la tradition du volontariat garibaldien dans les combats du dix-neuvième siècle pour la liberté des peuples. Les libéraux italiens, les républicains qui accourent au secours de la République espagnole en 1936 sont imprégnés de ces souvenirs garibaldiens et mazziniens. C'est le cas assurément de Randolfo Paciardi, le républicain qui est à la tête du bataillon Garibaldi dans les brigades internationales.

C'est en se référant à l'exemple du dix-neuvième siècle qu'il préfère à l'engagement individuel d'Italiens aux côtés des républicains espagnols l'intervention collective, organisée, symbolique et non plus anonyme des antifascistes.

(1) Phrase de Carlo Rosselli — évoquant une expression de Machiavel — au retour de son expérience en Espagne (*Giustizia e Libertà*, 25 septembre 1936) citée notamment par Manlio BRIGAGLIA, *Emilio Lussu e "Giustizia e Libertà"*, ed. Della Torre, Cagliari, 1976, p. 162.

(2) Alessandro VAIA, "Brigata Garibaldi in Spagna", in *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, La Pietra, vol. 1, Milan-Rome, 1968, p. 415.

(3) "Italiani nella guerra di Spagna 1936/1938, un contributo di libertà" in *Archivio trimestrale*, nr. 1 — 1982, pp. 115 à 122. Aldo GAROSCI (*Lezioni sull'anti-fascismo*, Bari, 1960, p. 106) retient le chiffre de 5000 dont 500 meurent en Espagne.

(4) Gianfranco CRESCIANI (*Fascismo, antifascismo e gli Italiani in Australia*, Bonacci, Roma, 1979, p. 118) atteste l'accueil triomphal fait par les antifascistes italiens d'Australie à Ernesto Baratto qui rentre d'avoir été combattre en Espagne dans les brigades internationales.

(5) Alessandro VAIA, *op. cit.*, pp. 362-363. Bruno PASSERI, par exemple, qui s'installe après la guerre d'Espagne en Belgique, était venu directement d'Italie via la France (interview réalisée par Ward ADRIAENS et partiellement publiée dans son ouvrage *Vrijwilligers van de vrijheid, Belgische antifascisten in de Spaanse Burgeroorlog*, Kritak, Leuven, 1978, p. 100).

C'est en le considérant comme le réveil de la tradition garibaldienne que Pacciardi entrevoit favorablement l'engagement des Italiens dans les B.I. (Brigades Internationales) et qu'il signe avec les socialistes et les communistes, le 27 octobre 1936, l'acte constitutif de la "Légion italienne pour l'Espagne" (6).

Ceux qui, comme Vandervelde, connaissaient bien les antifascistes italiens savaient quel prix ceux-ci accordaient à cette tradition. Dans un article écrit pendant la guerre d'Espagne, le leader socialiste belge évoque "ceux qui, sous le ciel d'Espagne, avec notre cher camarade Nenni, combattent pour la liberté indivisible et, hier encore, à Guadalajara, bouscullaient les "volontaires" à la solde de Mussolini, comme Garibaldi et ses Mille mettaient en déroute les armées du Roi de Naples" (7).

Certes, pour se jeter dans cette première grande initiative armée de l'antifascisme italien, les proscrits ont bien d'autres motifs plus prégnants que la poursuite d'une tradition historique respectable.

Les motivations psychologiques et politiques s'interpénètrent ici très étroitement.

Réduits, depuis souvent près de quinze ans, à un exil qui les confine à des discussions oiseuses sur les responsabilités dans la montée du fascisme et à des supputations sur sa chute, les antifascistes italiens peuvent enfin écrire une page d'action.

Déchirés par des luttes intestines, ils peuvent enfin agir unitairement.

Depuis des années réduits à la clandestinité, les militants illégaux enfermés dans le cycle infernal des "expulsions-refoulements-emprisonnements pour rupture de ban d'expulsion", peuvent s'affranchir et retrouver leur véritable identité en partant combattre aux côtés des républicains.

Mais surtout, les réfugiés italiens brûlent d'impatience à l'idée de pouvoir — enfin — se battre à visage découvert, les armes à la main, contre les fascistes.

En effet, s'ils ne prévoient pas dès les débuts du conflit qu'ils vont effectivement affronter directement les fascistes italiens, ils savent dès les premiers jours de l'insurrection franquiste à quel point celle-ci est soutenue par Rome :

"Le notizie di Spagna suscitano nel cuore degli esuli italiani una commozione intensa. Il governo di Mussolini corre rapidamente in aiuto dei generali rivoltosi. Molti aeroplani vengono inviati nel

(6) Randolfo PACCIARDI, *Il battaglione Garibaldi*, La Lanterna, Roma, 1945, pp. 12 sqq.

(7) ARCHIVES E. VANDERVELDE, (désormais E.V.) catalogue III/E.V./L/15, article non daté.

Marocco per trasportare gli insorti da Ceuta a Siviglia. Alcuni velivoli italiani atterrano per mancanza di benzina o per sbaglio di rotta, nel Marocco francese. E' la prova della connivenza dei governi fascisti con l'insurrezione (...)" (8).

L'heure de la résignation est donc passée, les antifascistes italiens ne veulent pas rater l'occasion de se mesurer à leurs ennemis, ils veulent "passare dell'era dai martiri all'era degli eroi" (9).

Carlo Rosselli a résumé ainsi cet état d'esprit :

"On était las de théoriser et de prêcher la révolution, on voulait la vivre. De victimes, on voulait devenir combattants" (10).

Ce "revival" de foi antifasciste est lié à une idée de revanche que nourrissent depuis longtemps les exilés.

Ils brûlent de connaître enfin l'affrontement absolu, le face-à-face définitif avec l'ennemi fasciste, face-à-face dont ils ont été frustrés. Ce "regret" des antifascistes italiens, vaincus sans avoir eu à se mesurer aux fascistes en une véritable bataille rangée, est psychologiquement de toute première importance pour comprendre la rage de combattre qui les anime, dans la guerre d'Espagne d'abord, dans la Résistance ensuite.

Les nationalistes espagnols ne se distinguent en rien pour eux des fascistes italiens. Le petit garçon italien qui demande si son père, volontaire des B.I., reviendra, s'entend répondre par sa mère :

"Si, caro, papà tornerà presto, dopo aver vinto i fascisti" (11).

## **B. LES VOLONTAIRES ITALIENS PARTIS DE BELGIQUE POUR COMBATTRE EN ESPAGNE.**

L'énorme majorité des antifascistes italiens accourus en Espagne proviennent de l'émigration et non directement d'Italie.

Au sein de ces émigrés, les difficultés et le coût des voyages font que les émigrés d'Outre-Atlantique sont peu représentés. Les plus nombreux proviennent donc de France et, en deuxième lieu, de Belgique (12).

(8) Randolfo PACCIARDI, *op. cit.*, p. 12.

(9) Idem.

(10) Carlo ROSSELLI, *Oggi in Spagna domani in Italia*, Einaudi, Turin, 1967, p. 116.

(11) "Estella" (= Teresa NOCE) in *Garibaldini in Spagna 1936-1937*, Madrid, 1937, pp. 91 à 95.

(12) Luigi LONGO, *"Le Brigate internazionali in Spagna,"* ed. Riuniti, Rome, 1972, p. 48.

Malgré l'interdiction, sanctionnée rapidement par une loi, de recruter des "mercenaires" sur le territoire du royaume (13), plusieurs centaines d'Italiens quittent la Belgique en 1936 et 1937 pour aller combattre en Espagne.

Si l'on garde le chiffre de 1.100 comme chiffre total de volontaires partis de Belgique (chiffre avancé par Rudi Van Doorslaer), les Italiens formeraient un cinquième environ de ce contingent.

Je voudrais décrire dans la suite de ce chapitre par quels moyens on peut tenter de les identifier, quelles ont été les conditions du recrutement en milieu italien et les circonstances des départs, relever quelques personnes et faits marquants.

Pour les 165 volontaires italiens partant de Belgique que j'ai identifiés, je tenterai ensuite une micro-étude sociologique pour évaluer leurs motivations économiques, familiales et politiques, la part d'aventuriers qui se confondent avec les volontaires "politiques" et d'esquisser un portrait psychologique de l'Italien quittant la Belgique pour aller combattre en Espagne.

#### a. Sources disponibles

En Belgique, bien peu d'archives permettent d'étudier le volontariat pour l'Espagne républicaine. Les archives du ministère des affaires étrangères sont depuis peu accessibles mais celles de la police des étrangers et de la Sûreté — les plus intéressantes pour les cas qui nous occupent — restent hermétiquement closes.

Quelques arrondissements judiciaires viennent de déposer leurs documents aux Archives de l'Etat (14), ce qui a permis récemment une étude limitée géographiquement au Limbourg (15).

Les organisations politiques et syndicales de gauche, et notamment le Fonds Matteotti et le S.R.I., n'ont pas laissé d'archives en Belgique pour cette période.

J'ai donc dû me baser essentiellement pour cette étude sur les

(13) Cf. A. DE SMET, "Les partis politiques belges et la guerre civile espagnole (1936-1939)", *Res Publica*, IX, 1967, vol. 4, pp. 699 à 713 et José GO-TOVITCH, "La Belgique et la guerre civile espagnole : un état des questions", *Revue belge d'histoire contemporaine*, XIV, 1983, 3-4, pp. 487 à 532.

(14) Les archives du parquet de Tongres ainsi que celles de l'arrondissement judiciaire d'Hasselt, ont été déposées aux archives de l'Etat à Hasselt (Kempische Steenweg).

(15) Willy MASSIN, "De internationales brigades in Limburg", *Limburg*, 1980, LIX, 4, pp. 145-151. Cet article cite quelques-uns des Italiens partis du Limbourg mais en ignore d'autres (Umberto Marcolini, Remo Lattanzi, Luigi Della Costa...).

sources orales (interviews d'anciens volontaires des B.I. et de responsables belges) (16) et les sources italiennes.

De nombreux antifascistes italiens mêlés à la guerre d'Espagne ont laissé des mémoires (17).

En outre et surtout, les archives italiennes sont largement ouvertes jusque 1945 : archives de la Sûreté, de la police politique, des affaires étrangères, etc...

Elles contiennent, par année, des fardes "belges" reprenant tous les renseignements obtenus sur les "subversifs" italiens en Belgique, la presse, le matériel de propagande saisi lors de perquisitions (notamment des listes de volontaires saisies chez Luigi Lazzarelli).

C'est ainsi qu'on peut, par exemple, trouver à Rome un tract en français du P.C.B. à ses comités fédéraux, expliquant que les groupes de langue italienne sont, en mai 1937, "très affaiblis du fait du départ de nombreux camarades qui sont allés soutenir l'héroïque peuple espagnol dans sa défense contre le fascisme" (18).

A chaque antifasciste correspond aussi dans le fichier politique central de Rome (C.P.C.) un dossier constitué de toutes les fiches de signalement réalisées à son sujet par les informateurs des consulats.

Le consulat d'Italie à Salamanque faisait parvenir à Rome toutes les informations qu'ils pouvaient glaner sur les miliciens italiens (19).

Ces dossiers sont évidemment aujourd'hui une mine de renseignements pour tracer le profil politique des volontaires, étudier leur comportement idéologique avant et après la guerre d'Espagne, réaliser pour chacun d'entre eux une fiche biographique, même lacunaire.

On y retrouve de plus les lettres, confisquées par la censure italienne, qu'envoyaient à leur famille les volontaires antifascistes en Espagne. Elles traduisent souvent fort bien la mentalité de leurs auteurs et contiennent de précieuses indications sur ce qui les a incités à aller combattre dans les rangs des B.I.

C'est naturellement ce matériel que j'ai largement utilisé pour cette étude. Je n'ai pas encore eu l'occasion d'aller en Espagne pour

(16) Interviews d'Umberto Marcolini, Bruno Passeri (communiqué par Ward Adriaens), Corrado Perissino, Noemi De Tomi, Cesare Brunetta, Ferdinando Borsacchi, Aldo Garosci, Emilio Traversin, Rachel Clerck, etc..

(17) Luigi LONGO, Teresa NOCE, Stefano SCHIAPPARELLI, Alberto JACOMETTI, Carlo ROSSELLI, Randolfo PACCIARDI, G. PAJETTA, Pietro NENNI, ... De nombreux travaux d'A. Garosci sont consacrés aux garibaldiens en Espagne.

(18) Archivio Centrale di Stato, désormais A.C.S., P.S., 1937, B65, K1B, Brusselle, tract daté du 9 mai 1937.

(19) Cf. par exemple A.C.S., C.P.C., 641, Giuseppe Bifolchi, rapport du 26 juillet 1937.

confronter les informations ainsi glanées avec les sources espagnoles.

## **b. Le recrutement pour les B.I. dans la colonie italienne de Belgique.**

Au contraire des Belges, les Italiens de Belgique, au moment du déclenchement de l'insurrection franquiste, vivent à l'heure du Front populaire.

Les partis de la gauche italienne en exil ont, depuis 1934, signé divers accords et donné vie à une organisation unitaire bien représentée dans l'émigration, y compris en Belgique : l'Unione popolare italiana (U.P.I.).

C'est via celle-ci (où les socialistes sont représentés mais les communistes largement majoritaires) que se feront la plupart des engagements, d'autres volontaires provenant cependant des rangs anarchistes et même bordighistes.

Dès l'annonce de la sédition anti-républicaine, la colonie italienne de Belgique est en proie à une vive agitation.

A la fin juillet, l'U.P.I. convoque à la Maison du Peuple d'Anderlecht une réunion sur la situation en Espagne et des listes de souscription pour les victimes du fascisme espagnol circulent déjà (20).

En août, un informateur fasciste signale qu'en Belgique l'agitation en faveur du front populaire espagnol bat son plein dans la colonie italienne :

"Il fermento è tanto più vivo in quanto più diffusa è la convizione chi si tratti di una lotta di vita o di morte tra l'antifascismo e il Fascismo" (21).

Une réunion commune d'anarchistes et bordighistes a lieu à la Maison des Huit Heures de Bruxelles. Les événements de Barcelone déclenchent l'enthousiasme général des participants. Des projets de départ sont échafaudés mais les bordighistes sont divisés sur ce point.

Ottorino Perrone et Virgilio Verdaro considèrent que rien ne garantit que la situation espagnole soit réellement révolutionnaire.

D'autres membres de la fraction — Enrico Russo et Duilio Romanelli entre autres — sont d'avis contraire et s'enrôlent comme

(20) A.C.S., Polizia politica, 1927-1945, pacco 21, C4/4, rapport du 6 août 1936 sur la réunion du 31 juillet 1936.

(21) Idem, rapport du 19 août 1936.

volontaires (22).

En septembre 1936, les communistes italiens réunis à la Maison du Peuple d'Anderlecht manifestent leur impatience de partir combattre en Espagne et demandent que le parti les aide à rejoindre l'armée républicaine. Domenico Ribanelli essaie de les calmer, de les rappeler à la discipline de parti, de les persuader que l'Espagne a davantage besoin d'armes que de soldats et que leur départ dégarnirait de façon dommageable le "front belge" (23).

Ce n'est qu'en octobre qu'arrive le mot d'ordre du P.C. tant attendu, de recruter d'urgence des volontaires pour l'Espagne.

Selon un informateur du consulat, les communistes italiens de Belgique déploient à cette époque une activité inusitée :

"Ognuno fa dei veri sacrifici per aiutare i compagni spagnoli. "Il loro trionfo sarà il nostro. Dobbiamo ringraziarli per l'averci svegliati. Se trionferemo in Spagna, trionferemo dappertutto". Queste sono le frasi che si ripetono con convizione" (24).

Quelques départs individuels avaient déjà eu lieu mais les premiers enrôlés pour l'Espagne quittent la Belgique à la fin d'octobre.

Le matin du 30 octobre, Albino Bet est arrêté à Seraing en compagnie du dirigeant des communistes yougoslaves d'Ougrée. Les deux hommes sont porteurs de 600 frs. belges qui leur appartiennent en propre et de 2.700 frs. français qui, selon leurs déclarations, "costituivano un fondo destinato a coprire le spese di viaggio fino a Parigi per loro e per gli altri "compagni" che dovevano partire lo stesso giorno — via Parigi — per la Spagna, essendo stati ingaggiati nelle milizie popolari spagnole". Relâchés, ils poursuivent leur voyage (25).

*La Métropole* révèle que le même matin du 30 octobre '36 un lot de douze miliciens, recrutés par Jean Delvigne via le P.O.B., quitte la Belgique. Parmi eux figure le socialiste Adolfo Caltabiano que le

(22) A.C.S., C.P.C., b 4621, Camillo Sartoris, rapport du 19 août 1936. La position "neutraliste" de la fraction est longuement développée dans l'ouvrage de Jean BARROT, "*Bilan*", *contre-révolution en Espagne 1936-1939*, coll 10/18, Union générale d'Éditions, Paris, 19/9. Voir aussi *Bilan* n° 35, p. 1127, n° 36 et n° 37 (De Leone, "Biondo", Romolo, Russo étaient partis se battre en Espagne).

(23) A.C.S., Polizia Politica, 1927-1945, pacco 21, C4/4, réunion du 19 septembre 1936.

(24) A.C.S., Polizia Politica, 1927-1945, pacco 21, C4/6, rapport du 17 octobre 1936.

(25) A.C.S. C.P.C., b 592, Albino Bet, rapport d'un informateur italien. Le communiste yougoslave serait Mate Pavkovic.

journal anversois taxe à tort de communiste (26).

Suite aux "révélations" de *La Métropole*, les contrôles-frontières sont renforcés, des perquisitions et arrestations sont effectuées dans la colonie italienne (27).

Le consul d'Italie à Liège signale à Rome que des groupes de mineurs italiens de Campine sont cependant partis pour l'Espagne (28).

L'ambassadeur d'Italie à Bruxelles peut annoncer à son ministère que des perquisitions ont eu lieu chez les recruteurs présumés et notamment chez Luigi Lazzarelli :

"La notizia relativa mi é stata riservatamente data, per via indiretta, da queste autorità di Pubblica Sicurezza, le quali hanno precisato che il risultato dell'operazione è stato completamente negativo" (29).

Le 7 novembre, à minuit, quatre anarchistes italiens quittent Bruxelles comme volontaires pour les B.I. : Cesare Teofoli, Marcello Bianconi, Ugo Guadagnini et Vittorio Ortore. Avant leur départ, ils reçoivent à la Maison des Huit Heures de Bruxelles "gli auguri e i rallegramenti degli anarchici italiani rimasti a Bruxelles (30)."

Dans ce cas-ci, l'informateur du consulat assure que leur "recruteur" a été Mario Mantovani, "il quale ha fornito a tutti il biglietto ferroviario per Parigi ed il denaro per le spese, promettendo

(26) *La Métropole*, 3 novembre 1936, p. 1.

Jean Delvigne était le fils du député socialiste Isi Delvigne. Il avait utilisé le papier à en-tête du P.O.B.

Adolfo Caltabiano (né le 19 février 1897, province de Catania) était un capitaine au long cours au tempérament très indiscipliné. Expatrié en janvier 1930, il s'installe à Anvers où il distribue de la propagande antifasciste notamment aux matelots italiens. Correspondant du "Nuovo Avanti", il fréquente la section bruxelloise du P.S.I. et songe à en créer une à Anvers. Expulsé de Belgique, il y rentre clandestinement dès 1937 après un court séjour en Espagne et est toujours signalé à Anvers en 1940. (A.C.S. C.P.C., b. 979).

(27) A.C.S. C.P.C., b 1156, Primo Cassoli, rapport du consul d'Italie à Liège en date du 3 décembre 1936.

(28) Idem.

(29) A.C.S., P.S., 1936, b.36, K1B, 4 décembre 1936.

(30) A.C.S. C.P.C., b3618, Vittorio Ortore, rapport du 4 décembre 1936. Ces départs d'anarchistes ne doivent cependant pas mener à affirmer, comme l'a fait Rudi VAN DOORSLAER (compte rendu de l'ouvrage de Ward ADRIAENS, in *Bulletin du Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale*, mars 1979, pp. 37 à 39) que la plupart des volontaires italiens étaient anarchistes.

che alla famiglia di ciascuno saranno dati dal "Comitato anarchico di assistenza" 38 franchi al giorno (31).

D'autres informateurs italiens signalent les "conditions" proposées par les recruteurs, non plus anarchistes mais de l'U.P.I. :

"18 franchi al giorno per i volontari celibi, più per i sposati 6 fr. per ogni figlio e 6 fr. per la moglie Il volontario, inoltre, avrebbe diritto ad un premio di arruolamento di franchi 15.000 (sic) che gli dovrebbe venire versato dopo l'arrivo nella Spagna, all'atto della firma dell'arruolamento" (32).

Les antifascistes signalés le plus fréquemment par les agents du consulat italien comme recruteurs pour l'Espagne sont Luigi Lazzarelli, Quinto Battistata, Luciano Noto et Enrico Russo (33).

Le premier nommé est socialiste, les deux suivants sont des communistes "centristes", le dernier est bordighiste. Luigi Lazzarelli et Quinto Battistata se sont effectivement occupés activement de recruter des volontaires italiens, notamment dans les bassins miniers belges.

Le consulat d'Italie à Charleroi signale que c'est Battistata qui a fourni argent et billets de train à sept Italiens arrêtés au poste-frontière d'Erquelinnes-Jeumont car sans documents d'identité suffisants pour passer en France (34).

Le Secours rouge international paie aux engagés le train pour Paris (35) et leur donne une petite somme pour les premiers frais.

C'est aussi lui qui se charge d'indemniser les familles des volontaires mais dans le cas des Italiens résidant en Italie, dès que la police fasciste soupçonne un mandat poste international d'être un subside du S.R.I., elle le fait immédiatement confisquer (36).

(31) Idem.

(32) A.C.S. C.P.C., b3562, Luciano Noto, rapport du 15 décembre 1936.

(33) A.C.S. P.S., 1936, B21A, J41, rapport du 6 novembre 1936 et A.C.S. C.P.C., b 3562, Luciano Noto, note du 15 décembre 1936.

(34) A.C.S. P.S., 1936, B21A, J41, rapport du 6 novembre 1936.

(35) La frontière française sur la ligne Bruxelles-Paris se passait à cette époque à Erquelinnes-Jeumont.

(36) Cf. par exemple A.C.S. C.P.C., b 3618, Vittorio Ortore, rapport du préfet de police de Turin. Vittorio Ortore étant mort à la guerre d'Espagne, Camillo Sartoris envoyait de Belgique à sa famille restée en Italie un subside du S.R.I. mais qui était confisqué. Cf. aussi A.C.S. C.P.C., busta 3947, Enrico Piccoli. Enrico Piccoli étant mort en Espagne, sa mère recevait des mandats de Belgique du S.R.I. Le second avait été séquestré par la police italienne. La femme d'Enea Landini aussi, ayant remercié le S.R.I. belge pour un premier mandat reçu, est surveillée et son second mandat est confisqué (A.C.S. C.P.C., b 2710, Enea Landini). Le soutien du S.R.I. à la femme de Ludovico Bulzamini (envoyé via Fernand Pépin à Val. St-Lambert) est aussi

Le Secours rouge concentre à Paris les volontaires recrutés en Belgique. Les organisations françaises se sont engagées à aider les volontaires de toutes nationalités pendant leur passage en France, pour rejoindre les Pyrénées (37).

Les Italiens de Belgique sont reçus dans une Maison du Peuple parisienne. Des femmes italiennes ont préparé le "trousseau" des volontaires. On leur offre des cadeaux.

Leur départ a lieu au milieu des discours politiques et de l'enthousiasme. C'est là qu'on leur fait les dernières recommandations : rester discrets dans le train jusqu'à la frontière, ne pas chanter avant d'être passés en Espagne .. (38).

Selon Alberto Jacometti, la plupart des volontaires italiens passent cette frontière à Port-Bou (39).

### c. Des faits marquants.

Les informations que j'ai glanées à propos des 163 volontaires italiens partis de Belgique que j'ai identifiés ne sont pas toutes vérifiées ni fiables, étant donné notamment que je n'ai pas eu l'occasion de les confronter avec les sources espagnoles.

L'annonce de certains décès elle-même ne s'avère pas toujours exacte mais, selon toute vraisemblance, une vingtaine d'Italiens de Belgique trouvent la mort en Espagne.

D'autres sont faits prisonniers par les franquistes et exécutés sans procès. Ainsi, Emanuele Zeni, un mineur communiste de Bray, qui est en Belgique depuis 1930, est capturé par les franquistes sur le front de Cordoue, lors de la prise de Malaga. Le service information du Ministère italien de la guerre signale laconiquement : "lo Zeni è stato fatto fucilare" et transmet à la Sûreté italienne les documents d'identité belges (carte d'identité d'étranger délivrée à Bray) trouvés sur lui (40).

Quinto Battistata, fait prisonnier par les fascistes italiens pen-

confisqué à son arrivée (A.C.S. C.P.C., b 893, 1937) de même que l'argent envoyé aux parents de Primo Cassoli, en Italie (A.C.S. C.P.C., b 1156).

(37) Luigi LONGO, *Le brigate internazionale in Spagna*, ed. Riuniti, Rome, 1972, pp. 41-42.

(38) Teresa NOCE (= "Estella") in *Garibaldini in Ispagna 1936-1937*, Madrid, 1937, pp. 91 à 95.

(39) Alberto JACOMETTI, *Quando la storia macina — quindici anni di esilio Bruxelles-Ventotene via Larrazet*, Novare, 1952.

(40) A.C.S. C.P.C., b.5564, Emanuele Zeni, document du 2 mars 1937.

dant la bataille de Gandesa (3/4 avril 1938) connaît le même sort. Il militait en Belgique pour le P.C.I. depuis 1930.

Peu d'Italiens de Belgique occupent dans les B.I. ou dans la colonne Rosselli des fonctions importantes.

La plupart combattent comme simples soldats. Beaucoup sont, il est vrai, quasiment analphabètes, ce qui devait certainement les empêcher d'occuper un rang élevé, même dans les formations anarchistes ou dans l'armée républicaine.

Quelques-uns sont évidemment caporaux (41) et le quinquagénaire Cannarozzo est porte-drapeau.

On compte aussi une dizaine d'Italiens venus de Belgique, désignés comme sous-officiers (sergents) (42), et quelques officiers subalternes qui ont le grade de lieutenant en Italie (43).

Peu d'Italiens recrutés dans l'émigration de Belgique deviennent cadres politiques (44) et j'ignore si certains sont passés à l'école d'officiers par laquelle transitaient normalement les cadres communistes pressentis par l'I.C.

Trois non-communistes italiens vont avoir une action plus marquante dans la poursuite de la guerre civile : Pierino Bianco, de *Giustizia e Libertà*, qui avait travaillé jusque 1934 au port de Gênes et était signalé en 1938 comme "abilissimo pilota per idrovolanti", au service l'Espagne républicaine (45), Giuseppe Bifocho, anarchiste, et Enrico Russo, bordighiste.

En dehors des combattants, de nombreux antifascistes italiens de Belgique soutiennent activement, par d'autres moyens, la lutte des républicains espagnols.

Des Italiens sont mêlés au trafic d'armes en faveur du gouvernement espagnol. Des responsables politiques de l'antifascisme italien

(41) G.F. Viecelli, Remo Capitani, Remo Lattanzi...

(42) Sergents : Marco SFILIGOI, Augusto MEZZINI, Giordano MAROSO, Carlo Alberto VIECELLI, Giacinto DE ZOLT, Rizieri BORDIN, Silvio FONTANA (sergent-télémetriste), Lino SCARIAN (sergent-fourrier).

(43) Lieutenants : Bruno PONTONI (ingénieur électricien), Bruno PASSERI (qui provient de la marine italienne), Renato BLANCO, Battista PORTA (qui avait été lieutenant des "Alpins" italiens), Enea LANDINI et Adolfo CALTABIANO (capitaine dans la marine italienne).

(44) Battista Porta est délégué politique à la 12ème B.I., Carlo Alberto Viecelli est commissaire politique au 3ème bataillon de la 12ème B.I., puis passe à la 15ème B.I.; Quinto Battistata est aussi commissaire politique à la 12ème B.I.

(45) Pierino BIANCO est blessé en Espagne puis vient en Belgique (A.C.S. C.P.C., b 628, P. BIANCO).

sont envoyés — tels Alberto Jacometti et Melchior Vanni (46) — en "mission de contact" en Espagne.

Les militants antifascistes italiens de Belgique se mobilisent aussi pour collecter une aide matérielle en faveur des républicains espagnols et des familles des volontaires italiens partis de Belgique pour combattre dans les rangs des B.I.

De nombreuses femmes participent à ces actions, telles Noemi De Tomi, qui continuera plus tard son combat dans la résistance (47) ou Giuseppina Marcon dont je dirai quelques mots à titre d'exemple. G. Marcon a rejoint son mari, mineur en Belgique, en 1931.

Dès le 1er janvier 1933, elle est inscrite au parti communiste belge, comme son mari, et est responsable des "patronati" de la fédération communiste italienne de l'arrondissement de Thuin, présidente de la section féminine de la cellule communiste de Bray dont son mari est trésorier. En septembre 1936, selon le consul de Charleroi, cette ménagère que ses camarades connaissent sous le pseudonyme de "Palmina", "porta a domicilio giornali sovversivi che, per salvare le apparenze, ella nasconde sotto le vesti o nel seno" (48).

Son mari est parti pour l'Espagne avec les premiers groupes de volontaires italiens, au début de 1937, il va être fait prisonnier par les franquistes et fusillé.

Giuseppina Marcon n'en déploie que plus d'énergie en faveur de la République. C'est à son domicile que se réunissent les communistes italiens de la région et elle s'occupe activement de faire "circolare delle liste di sottoscrizioni a favore delle donne e dei volontari che combattono in Spagna, partiti dalla regione" (49).

Selon les rapports du consulat d'Italie à Charleroi, les activités politiques de "Palmina" se poursuivent au moins jusqu'à la fin de 1939, année pendant laquelle "continua ad esplicare propaganda comunista e preso di lei hanno tuttora ritrovo elementi sovversivi" (50).

(46) Alberto JACOMETTI, *Quando la Storia...*, *op.cit.*, pp 11-13-23. A Barcelone, il voit notamment Berneri et Bassanesi. A Gandia, il doit entrer en contact avec Gino Bibbi. C'est L. Battistelli qui avait contacté Jacometti. Melchior Vanni meurt des suites de blessures contractées à l'occasion de sa mission en Espagne.

(47) Cf. Anne MORELLI, *La participation des émigrés italiens à la Résistance belge*, Ministero Affari esteri, Rome, 1982.

(48) A.C.S., C.P.C., 122.7/9, b.3043, rapport du 27 septembre 1936.

(49) Idem, rapport du 20 octobre 1937.

(50) Idem, rapport du 8 août 1939.

## C. ESSAI DE MICRO-SOCIOLOGIE APPLIQUÉ AUX VOLONTAIRES ITALIENS PARTIS DE BELGIQUE.

Rudi Van Doorslaer a étudié de façon détaillée le passé, l'engagement politique, la situation économique et sociale, mais surtout la vie *après* la guerre d'Espagne des volontaires gantois pour les B.I. (51).

Cette micro-étude, qui me guide ici, a mis en valeur l'existence dans les B.I., à côté d'authentiques militants antifascistes, d'un certain nombre d'aventuriers aux motivations politiques floues, souvent issus du "lumpenproletariat", parfois intéressés par les avantages financiers d'un engagement mercenaire, et dont la suite de la vie a été sans continuité politique avec l'idéal supposé par le volontariat dans les B.I. Cet article m'a, en quelque sorte, servi d'hypothèse de travail. Partant de l'étude de deux groupes très différents il était cependant normal que nous aboutissions à des conclusions très différentes.

Le "matériel" sur lequel il m'est permis de travailler est composé d'environ 150 noms d'Italiens, identifiés comme étant partis de Belgique pour l'Espagne, auxquels il serait peut-être légitime d'ajouter quelques Italiens qui ont trouvé refuge en Belgique *après* la guerre d'Espagne mais qui n'étaient pas partis de Belgique (52).

Pratiquement ces 150 Italiens, sauf perte matérielle de leur dossier, ont tous été fichés en Italie, justement à cause de leur engagement dans les B.I.

Je n'ai pratiqué aucun "tri" qui aurait pu privilégier les plus politiques des volontaires (par exemple en étudiant le dossier de ceux qui m'étaient connus par d'autres sources ou qu'on citait le plus souvent) mais il m'était matériellement impossible d'étudier ces 150 dossiers.

Je me suis donc limitée à un large échantillon (65 dossiers), choisi à partir de critères tout-à-fait pratiques (surtout pris dans les noms commençant par les premières lettres de l'alphabet, parce que, dans les archives de l'Etat à Rome, ils étaient l'objet du classement le plus commode).

(51) Rudi VAN DOORSLAER, "Les volontaires gantois pour les Brigades Internationales en Espagne. Motivations du volontariat pour un conflit politico-militaire", *Cahiers d'histoire de la Seconde guerre mondiale*, 1980, pp. 145-188.

(52) C'est le cas notamment d'Alcide LEONARDI, Elvio COCCIA, Carlo COCCIARELLI...

## LES MOTIVATIONS POLITIQUES

La première et principale conclusion de l'étude de ces dossiers est l'extraordinaire continuité politique qui caractérise la vie des volontaires italiens pour l'Espagne républicaine.

Je n'ai trouvé que huit dossiers (Bordignon, Bucella, De Piero, De Rossi, Giorgio, Maroso, Morzenti, Sinkovec) où l'engagement pour les B.I. soit le premier acte antifasciste signalé par les indicateurs fascistes (53).

Tous les autres volontaires italiens ont déjà des antécédents politiques. Après leur retour d'Espagne, la plupart d'entre eux vont continuer à militer dans les partis antifascistes et beaucoup rejoindront la Résistance.

Faute de place, je limiterai le nombre des cas cités. Giuseppe Bettini a déjà été arrêté deux fois en Belgique lors de grèves, pour "propagande subversive". Pendant la guerre, il sera résistant armé dans le F.I. (54).

Albino Bet était, en Italie, inscrit dans des organisations socialistes depuis l'âge de 15 ans. Il participera à la Résistance en Belgique et sera arrêté par la Gestapo et déporté à Reichenau (55).

Giovanni Aragno, qui meurt sur le front de Mirabueno, était inscrit à la jeunesse communiste depuis 1924. Il a été accusé par le tribunal spécial d'appartenance au P.C. et a quitté clandestinement l'Italie pour venir s'installer en Belgique (56).

Quinto Battistata, fusillé par les fascistes italiens en 1938, est depuis 1930 un militant communiste très actif dans les mines belges. Expulsé de Belgique depuis 1932, il a continué à y faire de la propagande communiste sous divers noms d'emprunt (57).

Giuseppe Bifolchi est un anarchiste actif bien avant la guerre d'Espagne, qui écrit dans les journaux libertaires italiens. Dans une lettre à son frère, le 14 août 1937, il écrit : "Sono stato in Spagna dove ho passato l'anno più felice della mia esistenza. Ora posso anche morire che morirei contento. Mi sono misurato faccia a faccia (...). Ho vinto, stravinto". Pendant la guerre, il est rapatrié en Italie, déporté à Ventotene puis lutte dans le maquis italien. Après la Li-

(53) Encore Antonio Giorgio est-il signalé comme provenant d'une famille de "subversifs". Son oncle est le député communiste Carmine Giorgio, son beau-père est un cheminot communiste "licenziato dalle FF.SS non appena salì al potere il P.N.F." (A.C.S. C.P.C., b 2430).

(54) A.C.S. C.P.C., b 597 et archives du F.I. (P.A. 2.381).

(55) A.C.S. C.P.C., b 592, dossier M.S.P., dossier F.I.

(56) A.C.S. C.P.C., b 170.

(57) A.C.S. C.P.C., 111.117.

bération, il créera, sur les bases de l'idéal anarchiste, une coopérative de fruits et écrira dans le journal *L'Internationale* (58).

Rizieri Bordin et Giovanni Brusardin se distingueront dans la Résistance belge. Le second mourra à Bergen-Belsen. Il était déjà connu en 1922 en Italie pour ses idées communistes, et à Maurage puis Havré, il avait été l'un des principaux animateurs de la L.I.A.B. (59).

Lodovico Bulzamini était socialiste pendant la première guerre. Il a été condamné en 1918 à 20 ans de prison pour désertion puis (amnistié) a été conseiller communal de son village natal (Mordano) de 1920 à 1921. Il s'est inscrit au P.C.I. dès sa création et en a été un actif propagandiste. Il a participé à la résistance contre les expéditions punitives fascistes et a été condamné à un an de prison pour blessures et port d'armes, puis à 3 ans de "confinement". Pendant la seconde guerre mondiale, il fera partie à Ivoz-Ramet des milices patriotiques (60).

Primo Cassoli, avant de s'expatrier en 1924, "professava in patria sentimenti social-comunisti". En 1936, il participe aux grèves dans les charbonnages de Campine et contribue à un chahut antifasciste contre l'agent consulaire italien qui venait à Genk présider à la distribution des prix de l'école italienne. Pendant la seconde guerre mondiale, il s'enrôle dans les Forces françaises libres et les suivra à Bir-Hakeim (61).

Giuseppe Conti, à son retour en Belgique, est président de l'U.P.I. Pendant la deuxième guerre mondiale, il formera à Athus une compagnie de partisans armés et participera à divers sabotages (62).

Eugenio Del Magro, présumé mort en Espagne, était chef de gare en Italie. Il avait été licencié en 1923 parce que communiste et militant syndical. En exil, il avait milité en France au P.C.F. puis en Belgique au P.C.B. à partir de 1927. Il avait participé à des "tournées" des cellules italiennes en 1928 pour faire appuyer la tendance "stalinienne" du P.C.B. par les groupes de langue italienne. Ses activités politiques l'avaient fait expulser de France puis de Belgique où il résidait clandestinement (63).

(58) A.C.S. C.P.C., b 641 et interview de Corrado Perissino le 30 juillet 1974. Archives du Ministère de la Santé publique belge. Police des étrangers, dossier 1.490.208, pièce 59.

(59) A.C.S. C.P.C., b 748, Rizieri Bordin

A.C.S. C.P.C., b 869, Giovanni Brusardin.

La L.I.A.B. était la Ligue italienne antifasciste de Belgique.

(60) A.C.S. C.P.C., 893.

(61) A.C.S. C.P.C., b 1156. Il est enrôlé dans un bataillon de la Légion étrangère.

(62) A.C.S. C.P.C., b 1454, archives du F.I. (P.A. III/04206).

(63) A.C.S. C.P.C., b 1881.

Sanzio Gambarara, présumé mort en Espagne, était, avant de quitter l'Italie en 1923, membre du P.C.I. et "nel periodo rosso fu Ardito del Popolo" (64).

Pietro Garatti, également présumé mort en Espagne, avait agressé en 1929 des fascistes italiens au Luxembourg. Dès 1930, il était signalé à Seraing comme assistant à des réunions clandestines. Son frère Elio avait participé activement aux grèves de mineurs en Belgique et adhéré à l'U.P.I. Pendant la guerre, il adhèrera au Front Wallon puis aux partisans armés et sera reconnu résistant armé (65).

Remo Lattanzi, blessé à Casa de Campo, part du Limbourg, non sans avoir signalé à l'administration communale de Genk sa nouvelle adresse: "Armata rossa. Spagna!" Il a participé activement en Italie au "biennio rosso" et subi trois condamnations politiques avant d'émigrer. En Belgique, où il est établi depuis 1927, il s'est affilié au syndicat socialiste des mineurs puis à la section communiste de Winterslag. En 1932, la police a trouvé lors d'une perquisition de sa cantine, le journal communiste *Il Riscatto* dans ses affaires. La même année, il est condamné par le tribunal de Mons pour avoir, pendant la grève des mineurs, insulté un "jaune". En 1936, à l'occasion d'une cérémonie "patriotique" italienne à Zwartberg, il se distingue en distribuant des tracts antifascistes (66).

Alcide Leonardi n'est pas non plus un volontaire occasionnel. C'est un militant communiste confirmé, dont les premières peines de prison en Italie remontent à 1922. Après la guerre d'Espagne, il réside clandestinement en Belgique où il est délégué du P.C.I. Arrêté en Belgique à la fin de 1939 et maintenu en prison, il est livré par les autorités belges aux nazis qui le renvoient en Italie. Après trois années de déportation à Ventotene, il participera activement aux combats de la résistance italienne avec le grade de major. Il sera décoré de la médaille d'argent de la valeur militaire (67).

Vico Lodovici parcourt presque le même itinéraire politique que Leonardi puisqu'il a subi sa première condamnation en Italie en 1923, et que, pendant la deuxième guerre mondiale, il connaît successivement les prisons belges, la déportation à Ventotene et les combats de la Libération en Italie (68).

(64) A.C.S. C.P.C., b 2263.

(65) A.C.S. C.P.C., 29494 et 121465. Archives du F.I. (P.A. 5418) Ministère de la Santé publique belge (M.S.P.).

(66) A.C.S. C.P.C., b 2730.

(67) A.C.S. C.P.C., n° 140.376. Voir aussi *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, op. cit., vol. 3, p. 320 et archives du Ministère belge de la Santé publique, dossier Israël Steinberg.

(68) A.C.S. C.P.C., n° 95368.

Placido Mangraviti avait déjà été un "agitateur communiste" à New-York, expulsé des U.S.A., incarcéré en Italie, expulsé d'Espagne et de France, avant de s'engager comme volontaire dans les B.I. Pendant la seconde guerre mondiale, il fera partie du groupe des partisans italiens de Liège (69).

Umberto Marcolini était déjà communiste avant la Marche sur Rome. Les fascistes l'avaient battu et laissé pour mort. Il avait émigré en 1924. Mineur en Belgique, il y distribue la presse communiste et avant de partir pour les B.I. collecte déjà des fonds pour l'Espagne. Lorsque je l'ai interviewé, le 22 septembre 1979, c'était à une fête du P.C.I. et, fidèle aux idées de sa jeunesse, il maintenait une solide réputation de communiste "dur" ! (70).

Giuseppe Ossola avait déjà été condamné plusieurs fois en Italie, à dix mois de prison en 1926 pour propagande communiste et une nouvelle fois en 1927 pour participation à une réunion communiste. En 1927, le Tribunal spécial l'avait condamné à cinq ans de prison (à Regina Coeli) et à trois ans de surveillance dans la province de Cuneo. A sa libération, il s'expatrie clandestinement. Après la guerre d'Espagne, clandestin en Belgique, il fera dans la région du Centre des tournées de propagande pour le parti communiste (71).

Giulio Perini, qui meurt sur le front de Madrid, est un anarchiste, mais — comme Ossola — il a été condamné en Italie par le Tribunal spécial ("conspiration contre les pouvoirs de l'Etat"). En 1933, il s'est enfui d'Italie par la Corse. A Bruxelles, il est reconnu comme réfugié politique et aidé en conséquence par le Fonds Matteotti (72).

Bruno Pontoni avait été condamné en 1928 par le Tribunal spécial à deux ans de réclusion et trois ans de surveillance spéciale, mais en raison de son appartenance au P.C.I. A sa libération, il avait été immédiatement condamné une deuxième fois pour récidive de propagande communiste (73).

Domenico Ribanelli est un communiste actif dans l'émigration depuis 1928. Il est pour cette raison expulsé successivement du Luxembourg, de France, de Belgique. Il est de 1932 à 1936 l'un des dirigeants clandestins du P.C.I. en Belgique. Renvoyé en Italie pendant la seconde guerre mondiale et déporté, l'indicateur fasciste à

(69) A.C.S. C.P.C., b 2990; voir aussi dossier 11R3 du Centre de recherches et d'études historiques de la seconde guerre mondiale Bruxelles.

(70) A.C.S. C.P.C., b 3042. Dans cet itinéraire rectiligne, une parenthèse commune à beaucoup d'antifasciste y italiens, explicable, concerne le travail volontaire en Allemagne pendant la guerre !

(71) A.C.S. C.P.C., b 3620.

(72) A.C.S. C.P.C., b 3863.

(73) A.C.S. C.P.C., b 4082.

Ventotene signale en 1942 qu'il ne manifeste aucun signe de repentir ! (74).

Lino Scarian avait été délégué des groupes de langue italienne au Comité central du P.C.B. Il était responsable local à Engis de la section italienne du S.R.I. Il explique dans une lettre à sa soeur (30 août 1939) pourquoi il s'est engagé dans les B.I. : "Avendo sofferto fin dalla mia infanzia non potevo essere assente della lotta del popolo spagnolo per il pane e la libertà minacciata (...) Io come operaio oppresso e amante di libertà accorsi in suo aiuto e fui fra i primi Internazionali che pressero le arme in mano contro il nemico comune il fascismo".

Il décrit les horreurs qu'il a vues et termine : "io pure fui con loro e vissi in (sic) tristi giorni, e talvolta i bei giorni per due anni e mezzo". Rentré en Belgique, Lino Scarian utilisera son expérience espagnole dans la Résistance, comme il le prévoyait en 1939 en ces termes : "La guerra si terminò momentaneamente in favore del fascismo, ma il popolo non è vinto ma continua la sua lotta e un giorno, non tanto lontano, con l'esperienza acquistata in Spagna saprà vincere ed avere la sua libertà". Il sera reconnu par la Belgique résistant armé à partir de la date, très exceptionnelle, du 1er juin 1940 (75).

Cette longue — et peut-être fastidieuse — énumération est, je l'espère parlante. L'énorme majorité des Italiens qui partent de Belgique comme volontaires pour l'Espagne républicaine ont un passé politique.

Ils ont souffert du fascisme en Italie. Ils ont été bastonnés lors des expéditions punitives, ont perdu leur emploi à cause de leur foi politique. Nombre d'entre eux ont été condamnés par le Tribunal spécial, ont connu la prison, le "confine".

Beaucoup sont des communistes. Ils ont choisi l'exil en toute dernière extrémité littéralement chassés d'Italie par le fascisme. Dans l'émigration, ils ont continué leur lutte antifasciste.

Ce sont ces militants éprouvés qui forment, au départ de la Belgique, la masse des volontaires italiens. Ils recherchent en partant en Espagne la revanche des humiliations et souffrances subies en Italie. Les motivations politiques sont tout-à-fait essentielles pour eux.

Quelques exceptions se rattachent cependant au type de l'aventurier, attiré en Espagne par l'argent, par la quête d'une virginité judiciaire, voire le désir de se débarrasser de liens affectifs jugés encombrants. Par scrupule, je parlerai également ci-dessous de ces

(74) A.C.S. C.P.C., b 4293.

(75) A.C.S. C.P.C., b 4668. Dossier F.I.

cas, tout en précisant encore qu'ils sont tout-à-fait minoritaires.

### AUTRES MOTIVATIONS.

W. Massin a assuré que chez les étrangers qui quittaient le Limbourg, une certaine "Heimatlosigkeit" (mentalité d'apatride) avait joué (76). Il est vrai que la Belgique avait offert peu de chances d'insertion aux étrangers et que, sauf éventuels liens familiaux, seul le travail les retenait en Belgique.

La plupart des volontaires pour les B.I. ont un emploi au moment de leur départ mais cet emploi (souvent la mine) est pénible ou précaire. Amedeo Mezzini cherche à quitter la mine mais assure à sa soeur que s'il ne trouve rien d'autre, il partira comme volontaire (77).

Il résume le raisonnement des mineurs italiens du Limbourg en ces termes : "da qui continuano a partire per là, dicendo "piuttosto che morire del troppo lavoro è meglio morire di una fucilata o ben ammazzare fascisti di Franco" (78).

Plutôt qu'un intérêt financier proprement dit, c'est le désir de quitter la mine qui les guide. La "soif d'aventure" est moins fréquente que l'espoir d'en finir avec une situation perpétuellement illégale où les expulsions succèdent aux emprisonnements pour rupture de ban.

C'est le cas, entre autres, de Marco Sfiligoi, clandestin en Belgique parce que communiste et de Placido Mangraviti, expulsé pour des raisons politiques de cinq pays.

Les Italiens qui quittent la Belgique sont rarement des petits jeunes gens avides d'héroïsme et d'aventures. Pour les 114 volontaires dont je connais la date de naissance exacte, la moyenne d'âge au moment du départ est de 34 ans, soit vingt lors de la Marche sur Rome. Quatre-vingt six d'entre eux ont plus de trente ans. Le record d'âge étant détenu par deux quinquagénaires (79).

Certains "politiques" ont cependant un casier judiciaire fort rempli. Vittorio Ortore, qui meurt en Espagne, est anarchiste et briseur de coffre-forts, Carlo Codini — expulsé du P.C. pour ses "tendance immorales" — est condamné à maintes reprises pour vols. Antonio Cambursano aussi est un communiste qui vit de divers expédients, plusieurs fois incarcéré pour des escroqueries. Luciano Noto, égale-

(76) W. MASSIN, *op.cit.*, p. 146.

(77) A.C.S. C.P.C., b 3858, Amadeo MEZZINI, lettre du 9 février 1937.

(78) Idem.

(79) Giovanni CANNAROZZO et Mentone TORELLI.

ment, est antifasciste mais a été condamné pour vols en Italie, à Tripoli, en France. Bruno Passeri ne fréquente pas que d'honnêtes gens.

Une autre hypothèse parfois avancée est que les volontaires pour les B.I. étaient souvent ravis de se libérer de leurs liens familiaux. Dans les dossiers que j'ai étudiés, quelques cas vont en effet dans ce sens : quelques Italiens prétendent, du moins aux autorités fascistes, s'être engagés pour se libérer d'une maîtresse encombrante (80).

Beaucoup parmi les volontaires sont cependant célibataires, quelque-uns veufs, d'autres ont laissé leur femme et leurs enfants en Italie.

De l'aveu même des informateurs fascistes italiens, la plupart sont cependant de bons époux et de bons pères. Enea Landini, obligé de laisser sa femme et ses enfants en Italie, reste en correspondance régulièrement avec eux. C'est, malgré l'éloignement, un mari et père affectueux qui envoie de l'argent dans son foyer, conseille sa femme à propos de l'avenir de leurs enfants, comble sa femme de mille mots tendres, et signe "un marito che da sette anni ti desiderava" (81).

En Belgique, beaucoup sont mariés à des femmes qui partagent leurs opinions politiques ou militent également dans les mouvements anti-fascistes (82).

La plupart des dossiers des volontaires portent les formules consacrées de la police italienne : "assiduo lavoratore, si comportó bene verso la famiglia" (83), bene assolve i suoi doveri verso la famiglia alla quale fu affezionato (84) ou encore une formule relevant leur ardeur au travail (85).

Les volontaires italiens de Belgique ont donc indiscutablement un profil de "non-aventuriers". Les "marginiaux" sont d'ailleurs une infi-

(80) A.C.S. C.P.C., Vittorio CANTARELLI. interrogatoire de Pietro MONTARESI le 4 janvier 1941 par la police italienne. A.C.S. C.P.C., b 1030, Remo CAPITANI (rapport du 21 octobre 1937).

(81) A.C.S. C.P.C., b 2710, Enea LANDINI.

(82) Sanzio GAMBARARA est marié à Maria FILIPPINI; la femme de G. BIFOLCHI le rejoint en Espagne; Giuseppe VIECELLI est marié à une militante communiste belge du nom de Lisette DE NYS; Emanuele ZENI a pour femme Giuseppina MARCON.

(83) Se trouve par exemple dans le dossier de Sanzio GAMBARARA (A.C.S. C.P.C., b 2263).

(84) A.C.S. C.P.C., b 4357, Giuseppe ROBAZZA.

(85) Par exemple "amante del lavoro, verso la famiglia si comportó bene" (A.C.S. C.P.C., b 741, Angelo Bonotto); "è un buon lavoratore" (A.C.S. C.P.C., b 1156, Primo Cassoli); "fin da giovane si dedicó assiduamente al lavoro" (A.C.S. C.P.C., b 238, Giacobbe Bacconi); "buon lavoratore non ha vizi degradanti" (A.C.S. C.P.C., b 4668, Lino Scarian).

me minorité dans le bataillon Garibaldi et c'est même ce caractère "sélectionné" qui fait des bataillons italien et allemand, c'est-à-dire des bataillons de réfugiés politiques, des unités modèles (86).

### *Déceptions, désertions et transfuges.*

Si beaucoup de volontaires italiens à leur retour en Belgique estiment avoir accompli leur devoir, avoir vécu les heures les plus exaltantes ou même les plus belles de leur vie, d'autres sont déçus. Déçus par les divisions de la gauche, comme l'anarchiste Ugo Guagnini.

Déçus le plus souvent parce que leur famille en Italie n'a pas reçu pendant leur absence l'aide promise (j'ai expliqué plus haut que les mandats envoyés par le S.R.I. étaient confisqués, de même que tous les envois d'argent parvenus de France ou de Belgique aux familles en Italie des volontaires) (87).

Giuseppe Viecelli, tout en restant communiste, accuse même des antifascistes italiens de Belgique de s'être indûment appropriés des sommes destinées aux familles des combattants (88).

Il est fort possible que des malversations aient eu lieu car Virginio Sponchiado est justement expulsé du P.C. en 1939 pour des indélicatesses financières (89).

Finalement, dans les dizaines de dossiers de volontaires italiens partis de Belgique dont j'ai suivi l'odyssée, un seul cas de transfuge politique "grave" est apparu. Il s'agit de Ferdinando Cacciatori, ex-volontaire des B.I. qui pendant la guerre s'inscrit à une ligue belge antisémite et antisoviétique (90), puis devient membre du "service civil des recherches", c'est-à-dire dénonciateur à la solde des occupants. En 1944, il fera partie de la liste des 46 collaborateurs italiens de Belgique les plus compromis avec les nazis (91).

(86) Luigi LONGO, *op.cit.*

(87) Cf. Lettre de Giovanni Gattoni à sa mère en 1939 (A.C.S. C.P.C., b 2315).

(88) A.C.S. C.P.C., b 5407. Rapport d'un informateur fasciste en date du 30 juin 1939.

(89) A.C.S. C.P.C., b 3620, Giuseppe Ossola. C'est Ossola qui avait fait expulser Sponchiado du P.C.

(90) "Défense de la race et du sol".

(91) A.C.S. C.P.C., b 923; archives du M.S.P. (O.F.K., 6 juillet 1944); archives du F.I.

## D. LE SORT APRÈS LA GUERRE D'ESPAGNE DES VOLONTAIRES ITALIENS PARTIS DE BELGIQUE.

### a. Les retours en Belgique.

Les rescapés des Brigades Internationales qui quittent la Catalogne pendant l'exode de 1939 se trouvent pour la plupart dans une situation désespérée. Internés dans les camps français de sinistre réputation (Gurs, Le Vernet...) ils ne peuvent pratiquement en sortir que pour tomber chez eux dans des prisons pires encore, s'ils proviennent d'un pays fasciste. Pour les Italiens en tous cas, une circulaire ministérielle (92) prévoit l'arrestation à la frontière italienne de tous les volontaires des B.I.

Si, dans un premier temps, la police belge aussi arrête et expulse les étrangers "che risultano provenire dalla Spagna" (93), la pression socialiste va bientôt inverser cette tendance et les étrangers volontaires des B.I. qui étaient établis en Belgique avant leur engagement, vont, en 1939, dans une large mesure, pouvoir demander à rentrer dans le Royaume.

Ils doivent faire une demande en ce sens au ministère de l'Intérieur qui statue sur chaque cas (94).

La gauche socialiste (Rolin, De Brouckère, la veuve de Vandervelde ...) est appuyée dans cette tâche "humanitaire" par l'ensemble du P.O.B. Les communistes notoires sont, dans la pratique, exclus de cette "largesse" (95). De même évidemment tous ceux qui avaient été précédemment expulsés ou éloignés du Royaume ne peuvent se prévaloir de cette libéralité.

En juin 1939, une trentaine d'Italiens de Belgique sont cependant déjà autorisés à rentrer et certains sortent de Merksplas où ils avaient été enfermés (96).

(92) 72.303/SI 24 du 17 novembre 1937 (cf. A.C.S. C.P.C., b 4831, Giovanni Sinkovec). Cette même circulaire prévoit la surveillance de la correspondance et des mandats reçus de l'étranger pas leur famille en Italie.

(93) A.C.S., H 2, 1937, b 133, fasc. 216, rapport de l'ambassadeur d'Italie à Bruxelles en date du 23 mars 1937.

(94) A.C.S. C.P.C., b 1577, Romano Dal Borgo, rapport du 24 juin 1939.

(95) A.C.S. C.P.C., b 4784, Marco Sfiligoi. Il figure dans une liste de communistes notoires ayant demandé à rentrer en Belgique mais "che difficilmente otterranno il permesso di soggiorno".

(96) A.C.S. C.P.C., b 5407, Giuseppe VIECELLI, le 24 juin 1939. A cette liste, on peut ajouter Bof, Bordin, Conti, Lattanzi, Mezzini, Montaresi, Moscatelli, Robazza (ensuite expulsé), Tomasi. Giaccobe Bacconi, par exemple, avait été enfermé à Merksplas à son retour d'Espagne. En mai 1939, il est à nouveau autorisé à résider à Herstal (A.C.S. C.P.C., b 238). Figurant sur la liste des Italiens politiquement les plus dangereux, communiquée par les

Le fonds Matteotti intervient à diverses reprises pour que des Italiens qui n'étaient pas installés en Belgique avant la guerre civile obtiennent également un permis de séjour, ne serait-ce que provisoire (97).

Pietro Nenni et Carlo Sforza, à plusieurs reprises, signalent à Jeanne Vandervelde des compatriotes, anciens des B.I., désirant des permis de séjour en Belgique (98). Des socialistes belges interviennent dans le même sens. Bruno Passeri, par exemple, arrivé directement d'Italie dans les B.I., est autorisé en 1939 à résider en Belgique. "A la commune, j'avais eu une carte d'identité avec l'aide du sénateur Rolin, du P.O.B." (99).

Un certain nombre d'Italiens reviennent cependant en Belgique sans y être autorisés et y resteront clandestinement jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Parmi d'autres, on peut citer Ernesto Bonino (100), Adolfo Caltabiano (101), Alcide Leonardi (102) et Vico Lodovici (103).

Réguliers et clandestins sont aidés par la colonie italienne (104) et par quelques personnalités belges de gauche.

Ainsi Silvio Fontana, un communiste qui, avant son engagement, était mineur à Péronnes-lez-Binche, à son retour à Havré se trouve "privo di permesso di lavoro è rimasto per lungo tempo ufficialmente disoccupato. L'interessamento del borgomastro gli ha permesso di lavorare qua e là, tanto da vivere" (105).

Cependant, un certain nombre de volontaires italiens des B.I., ré-admis au séjour dans le royaume, seront par la suite expulsés de Belgique sous prétexte d'activités communistes, notamment au sein

autorités italiennes aux Allemands, il est déporté et meurt à Büchenvald.

(97) Cas par exemple de Pierino Bianco qui l'obtient par cette voie au début de 1940 (A.C.S. C.P.C., b 628).

(98) E.V., Catalogue II, JB/EV/A13/B pour l'intervention de Pietro Nenni. Carlo Sforza recommande à J. VANDERVELDE, Joseph PETACCHI, un ancien des B.I., "blessé à Huesca, revenu au front pas encore guéri", pour prendre part à la bataille d'Aragon. (I.E.V., Catalogue II, E.V. 1142).

(99) Interview de Bruno Passeri, réalisée par Ward ADRIAENS et partiellement publiée dans l'ouvrage de ce dernier: *Vrijwilligers voor de vrijheid*, Kritak, Leuven, 1978, p. 100.

(100) Expulsé de Belgique en avril 1937.

(101) Ayant été expulsé précédemment de Belgique, le Fonds Matteotti n'obtient rien pour lui.

(102) Arrêté par la police belge le 16 décembre 1939.

(103) Condamné à Liège le 1er février 1940 pour séjour irrégulier.

(104) Des collectes soutiennent des anciens des B.I.; cf. Primo Galassi de Haine-St-Paul (A.C.S. C.P.C., b 2230).

(105) A.C.S. C.P.C., b 2109, Silvio FONTANA.

de l'U.P.I. (106).

### **b. Des passeports de "réemploi".**

Lorsque des Italiens de Belgique meurent dans les rangs républicains, leurs documents personnels sont confiés à Luigi Lazzarelli qui apparaît donc comme le "coordinateur" pour la Belgique des engagements (107).

De plus, il semble que Giuseppe Bifolchi ait ramené d'Espagne des passeports espagnols vierges (108).

Ces documents vont être de la plus grande utilité aux antifascistes italiens de Belgique et serviront notamment à des anarchistes désirant se rendre en Amérique du Sud à la veille de la deuxième guerre mondiale (109).

Ainsi le passeport de Giovanni Aragno, mort le 7 janvier 1937 sur le front de Mirabueno, servira à l'anarchiste Emilio Marziani qui, en 1940, s'embarque à Anvers pour l'Amérique du Sud (110) et celui de Luigi Falda, mort en janvier 1937 à Majadahonda (Madrid), sera donné dans le même but à l'anarchiste Aramis Crenonini (111).

### **c. Les volontaires italiens des B.L. pendant la deuxième guerre mondiale.**

Le 10 mai 1940, Luigi Lazzarelli est arrêté par la police belge (il était expulsé mais — grâce à l'appui du P.O.B. — la mesure avait été plusieurs fois rapportée). Une dizaine de jours plus tard, il est fusillé par des soldats français à Abbeville.

Les perquisitions faites après sa mort à son domicile bruxellois révèlent l'existence d'un important "carteggio" dont s'emparent les

(106) A Seraing et Ougrée, une douzaine d'Italiens qui avaient tenté de reconstituer l'U.P.I. en 1940 sous le nom d'"Amitiés italo-belges" sont expulsés, bien que pour la plupart établis en Belgique depuis de nombreuses années. Parmi eux, Ettore Gasparini, Marino Zanella, Alcide Leonardi, Sebastiano Ravissi, tous anciens volontaires des B.I. (A.C.S. C.P.C., b 4357, Giuseppe Robazza, rapport d'avril 1940).

(107) A.C.S. P.S., 1940, B56 A, K1B, 23 janvier 1940 et 28 mars 1940, rapports de l'ambassadeur Paulucci de Calboli au ministère italien des Affaires étrangères.

(108) A.C.S. C.P.C., b 641.

(109) A.C.S. P.S., 1940, B 56 A, K1B, 23 janvier 1940 et 28 mars 1940.

(110) A.C.S. C.P.C., B 170, Giovanni Aragno.

(111) A.C.S. C.P.C., B 1936, Luigi Falda, dit "Piemonte".

autorités consulaires italiennes à Bruxelles.

Ces documents comportent notamment une liste d'une cinquantaine d'ex-combattants italiens des B.I. dont L. Lazzarelli continuait à s'occuper après leur retour d'Espagne.

Ils vont bientôt figurer sur la liste des "Italiani politicamente più pericolosi" que les diplomates italiens à Bruxelles transmettent aux occupants en vue de leur arrestation.

Les plus en vue sont arrêtés. Si leur arrestation a lieu avant 1943, ils sont transférés en Italie où ils sont jugés et déportés. Quelques-uns participeront après leur libération à la lutte des partisans italiens (112).

Ceux qui sont arrêtés après l'armistice italien sont déportés comme prisonniers politiques en Allemagne. Certains y mourront dans les camps (113).

Ceux qui échappent à l'arrestation, parce qu'ils ont plus de chance, qu'ils sont moins "notoires" ou qu'ils sont déjà entrés dans la clandestinité choisiront souvent de se joindre à la Résistance belge (114) mais un nombre non négligeable d'entre eux — tout en conservant leurs opinions antifascistes — se portera aussi volontaire pour aller travailler en Allemagne, rejoignant en cela le comportement général de la colonie italienne de Belgique (115).

## E. BILAN.

La participation italienne à la guerre d'Espagne est la première grande initiative armée de l'antifascisme italien.

Elle se conclut par une défaite militaire et pourtant, paradoxalement, ses protagonistes comme les historiens (116) en retirent de nombreux éléments positifs pour l'antifascisme italien en exil.

(112) G. BIFOLCHI et Vico LODOVICI, par exemple.

(113) Giacobbe BACCONI, Giovanni BRUSADIN, Elvio COCCIA, Carlo COCCIARELLI.

(114) Je me permets à ce propos de renvoyer à mon ouvrage sur *La participation des émigrés italiens à la Résistance belge*, *op.cit.*

(115) Parmi d'autres anciens des B.I. devenus travailleurs volontaires en Allemagne, citons Giuseppe BACCONI, Giovanni GATTONI, Remo LATTANZI, Umberto MARCOLINI, Bruno PASSERI, Lorenzo SPINELLI.

(116) Voir par exemple *Italiani nella guerra di Spagna 1936-1938, un contributo di libertà*, in *Archivio trimestrale*, n° 1, 1982, pp. 1 à 295 (il s'agit du catalogue de l'exposition réalisée sur ce thème par le parti républicain en 1982)

Aldo GAROSCI, *Storia dei fuorusciti*, Laterza, Bari, 1953, p. 163. Paolo SPRIANO, *op.cit.*, vol. 3, pp. 137 et 270; vol. 5, pp. 62 à 4.

Malgré les dissensions au sein de l'antifascisme, c'est peut-être, de tous les groupes nationaux ayant participé aux brigades internationales, l'italien qui en tire le plus de bénéfice.

Les garibaldiens ont cimenté dans leur lutte en Espagne l'unité des différentes composantes de l'antifascisme.

L'impact psychologique de leur engagement est immense sur l'émigration politique italienne. Il marque un tournant, la fin de l'"attentisme" prôné par la plupart des leaders antifascistes en exil.

Sur le plan moral, non seulement les Garibaldiens "hanno salvato l'onore del popolo italiano" (117) mais ils ont enfin trouvé l'affrontement les armes à la main contre le fascisme qu'ils attendaient souvent depuis quinze ans.

Ils ont prouvé, notamment à Madrid, que même sur le terrain de la force, ils pouvaient infliger des défaites, passagères mais humiliantes, aux fascistes.

Ils font *leur* guerre en Espagne et, selon l'expression même de C. Rosselli (*Oggi in Spagna, domani in Italia*), ils ressentent Madrid comme étant sur le chemin de Rome.

L'antifascisme exilé trouve aussi en Espagne l'occasion de se créer une "gloire révolutionnaire" dont l'idéalisme se reflète dans toute l'émigration politique.

Emilio Lussu affirme dans ce sens en 1936 "che noi abbiamo bisogno di andare in Spagna più di quanto la Repubblica spagnola non abbia bisogno di noi" (118).

Si l'antifascisme italien se forge des héros sur les champs de batailles espagnols, il y forge aussi des cadres dont l'expérience politique et militaire va très vite être utilisée. La résistance italienne naît en Espagne jusque dans ses symboles extérieurs : les foulards du bataillon Garibaldi seront, quatre ans plus tard, au cou de tous les partisans d'Italie :

Les émigrés italiens de Belgique s'inscrivent par leur engagement dans les B.I. dans cette perspective générale de l'antifascisme, leur mentalité et leurs itinéraires n'ont rien de spécifiquement "belge".

A travers leurs lettres (souvent très disorthographiées et même fort difficiles à comprendre) on perçoit la quête du "face-à-face" avec le fascisme qui les guide vers l'Espagne.

Augusto Mezzini raconte (le 22 mars 1937) à son frère resté au Limbourg "sa" bataille de Madrid en ces termes : "Avrai saputo per radio o dai giornali la nostra vittoria. Ti dirò che è stata dura (...). L'intenzione (di Franco e Mussolini) era di arrivare a Madrid. Sono

(117) Ruggero GRIECO in *La voce degli Italiani*, 20 novembre 1938 cité par P. SPRIANO, *Storia del Partito comunista italiano*, vol. 3, pp. 270-271.

(118) Cité par P. SPRIANO, *op. cit.*, vol. 3, p. 90.

avanzati fino che hanno trovato i Garibaldini. Ma ci siamo incontrati. Abbiamo lottato tre giorni prima di metterli in fuga, e non si sa ancora dove si son fermati. Questa volta ci siamo proprio trovati *in faccia* ai nostri fascisti italiani. Altro che Italiani, loro credevano che quà fosse come l'Abissinia. Ma credo che ora l'avranno compreso" (119).

Lino Scarian aussi est parti pour libérer l'Italie en combattant dans les rangs républicains. Il écrit en 1939 : "Si contribuì con loro alla lotta per la democrazia, e sapevo che la vittoria del popolo spagnolo era quella di tutto il popolo del mondo intero, e in special modo la liberazione dei nostri fratelli Italiani che da 18 anni gemono sotto il terrore del fascismo mussoliniano, e i volontari italiani della Brigata Garibaldi vedevano la sua liberazione".

Lui aussi insiste sur la collusion Franco-Mussolini et sur sa rencontre avec les fascistes italiens, bien qu'il note également que beaucoup d'entre eux aient été de pauvres diables envoyés au massacre contre leur gré (120).

Bruno Passeri, dans son interview raconte également avec délectation le grand moment qu'est pour lui la "rencontre" avec les fascistes italiens à Guadalajara et la prise de douze prisonniers italiens dont un major (121).

Ce "face-à-face" tant attendu prend parfois l'allure d'une tragédie classique lorsqu'un des Garibaldiens a, comme De Piero, mineur à Seraing, un demi-frère volontaire du côté franquiste (122).

De ce duel contre ceux qui les avaient battus en Italie, les antifascistes italiens de Belgique, déjà pour la plupart cadres trempés de l'émigration politique, allaient rentrer parés pour affronter, quelques mois plus tard, l'occupation nazie.

(119) A.C.S. C.P.C., b 3258, Augusto Mezzini.

(120) A.C.S. C.P.C., b 4668, lettre du 2 mai 1939 du camp de Gurs, adressée à sa soeur. Sur le moral des fascistes italiens après Guadalajara, on pourra consulter utilement David Wingate PIKE, *Les Français et la guerre d'Espagne*, P.U.F., Paris, 1975, pp. 209 sqq.

(121) Interview réalisée par Ward ADRIAENS.

(122) A.C.S. C.P.C., b 1736, Basilio De Piero.